

Mouvement des Femmes et Filles pour la Paix et la Sécurité

Quand les femmes ne sont plus seulement violées, mais aussi brûlées, décapitées, torturées et portées disparues¹

Les données du mois d'octobre 2025 témoignent d'un basculement alarmant : vingt-trois (23) cas graves, dont 7 viols de mineures, 9 féminicides, 2 femmes disparues ou enlevées, 2 infanticides, 1 enfant grièvement brûlé et 1 enfant disparu.

Le Burundi fait face à une escalade où le corps féminin devient un territoire de violence totale.

Ce ne sont plus uniquement des viols : ce sont des décapitations, des mutilations, des brûlures, des disparitions forcées et des exécutions domestiques.

Une brutalité qui dépasse le seuil de l'imaginable.

L'analyse des cas recensés en octobre 2025 révèle un niveau de violence d'une intensité rare, où les femmes ne sont plus seulement agressées : elles sont exécutées avec une cruauté extrême, torturées, décapitées, brûlées ou tuées sous des prétextes de jalousie, de pouvoir ou de contrôle.

Ces actes dépassent la simple violence domestique : ils traduisent une volonté délibérée d'humilier, de détruire et d'effacer la dignité des victimes. Ils témoignent également d'une aggravation inquiétante des violences fondées sur le genre, alimentées par un climat d'impunité qui permet à ces crimes de se répéter sans frein.

Décapitations et meurtres atroces.

- **D.N.**, femme retrouvée ligotée et décapitée dans la Kibira par son fiancé.
- **E.M.** (20 ans), décapitée dans sa maison ; son époux est toujours en fuite.
- **V.M.** (88 ans), poignardée à mort près de son domicile.
- **J.N.**, retrouvée avec des blessures suspectes au cou, malgré une tentative d'en effacer les traces.

Torture et violences extrêmes.

- Une élève de 16 ans, abusée et brûlée à l'essence sur ses parties intimes par son propre père, enseignant.

¹ <https://burundimffps.org/bulletin-mensuel-femme-abusee-nation-dechiree-octobre-2025/>

Mouvement des Femmes et Filles pour la Paix et la Sécurité

- Une fillette de 11 ans, dont la main a été plongée dans le feu par sa mère pour avoir égaré 5 000 FBu.

Féminicides “justifiés” par la jalousie ou l’honneur.

- **E.N.**, tuée au couteau par son mari sous prétexte d’infidélité.
- Une femme retrouvée morte dans un champ après une dispute avec son époux.

Ces crimes révèlent un schéma commun : les femmes sont tuées parce qu’elles sont femmes, et leurs corps deviennent les réceptacles de la violence masculine, politique ou communautaire.

Disparitions inquiétantes et enlèvements ciblés.

Les cas de disparitions et d’enlèvements enregistrés ce mois-ci révèlent une aggravation particulièrement alarmante des violences basées sur le genre. Ces crimes, souvent commis avec audace et en toute impunité, montrent que certaines femmes ne sont plus seulement tuées ou torturées : elles disparaissent sans laisser de traces, arrachées à leurs familles et à leur communauté.

- **Henriette B.**, enseignante et mère de cinq enfants, disparue depuis le 1er octobre.
- Une agente Lumicash, kidnappée en plein jour par des hommes accompagnés de policiers, menottée et emmenée dans un véhicule aux vitres teintées.

Ces cas traduisent une dérive dangereuse : certaines violences impliquent ou bénéficient de la complicité d’agents de l’État, rendant les victimes encore plus vulnérables.

Les enfants : les premières victimes du système.

Les violences documentées ce mois-ci montrent que les enfants, censés être les plus protégés, deviennent les premières victimes d’un système qui s’effondre. Exposés à des brutalités extrêmes, privés de soins ou laissés sans surveillance institutionnelle, ils subissent les conséquences directes d’un environnement où la violence est devenue banale et où l’État peine à assurer sa mission de protection.

- **A.O.** (4 ans), morte sous les coups de sa marâtre, non soignée.
- Un nouveau-né étranglé puis enterré clandestinement.

Mouvement des Femmes et Filles pour la Paix et la Sécurité

- **Irutingabo** (7 ans), disparu sur le chemin de retour de l'école.

Les enfants grandissent dans un environnement où la violence est la norme et où la protection institutionnelle est quasi inexistante.

Une impunité systémique qui alimente les crimes.

Les constats sont accablants et se répètent mois après mois :

- Libérations rapides des auteurs présumés, parfois en moins de 24 heures ;
- Enquêtes bâclées ou abandonnées avant même d'avoir commencé ;
- Autopsies évitées, empêchant l'établissement de la vérité sur les décès suspects ;
- Autorités locales minimisant ou normalisant les faits, parfois en les qualifiant de simples disputes familiales ;
- Suspects en fuite jamais recherchés, ou recherchés uniquement "en apparence" ;
- Violences commises par des agents de l'État, protégés par leur statut ou leur position.

Cette impunité n'est pas une simple conséquence : elle est devenue un moteur. *Elle "autorise" la répétition des crimes et installe la certitude que la vie d'une femme ou d'un enfant peut être détruite sans aucune conséquence.*

Les violences d'octobre montrent une réalité intolérable.

Au Burundi, les femmes et les enfants continuent d'être violés, torturés, décapités, enlevés ou tués dans un climat d'impunité totale. Cette brutalité extrême révèle non seulement l'effondrement des mécanismes de protection, mais aussi la responsabilité directe d'un système qui laisse ces crimes se répéter sans réponse adéquate.

Tant que les enquêtes resteront bâclées, que les auteurs seront libérés ou protégés, et que les victimes seront enterrées dans le silence, les violences continueront de s'aggraver.

La protection des femmes et des enfants n'est pas un choix : c'est une obligation de l'État et une urgence nationale. ***Le Burundi ne pourra prétendre ni à la paix ni au développement tant que la vie des plus vulnérables restera sans valeur.***